



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'Animation des Politiques
Publiques Interministérielles
et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement**

Arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2021-056

du **26 NOV. 2021**

**portant prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter de la société CEPE DE LA FORTERRE,
sur le territoire des communes de OUANNE et MERRY-SEC**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement, notamment son article L.181-14 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration ;

VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

VU la directive européenne n° 79/409 du 6 avril 1979, dite directive « oiseau », codifiée n° 2009/147 du 30 novembre 2009 et ses annexes concernant la conservation des oiseaux sauvages sur le territoire des États membres,

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

VU la lettre préfectorale du 14 novembre 2014 accordant le bénéfice de l'antériorité,

VU l'alerte de la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) de l'Yonne le 16 mars 2021 indiquant la découverte par un tiers de plusieurs cadavres de grues cendrées en février 2021 au pied de l'aérogénérateur F11 ;

VU le rapport du 27 octobre 2021 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 2 novembre 2021 en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet par lettre du 16 novembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par bénéfice de l'antériorité,

CONSIDÉRANT la nécessité de renforcer les prescriptions encadrant l'exploitation du parc éolien de Forterre, notamment sur le volet biodiversité,

CONSIDÉRANT la mortalité constatée de plusieurs individus de grues cendrées au niveau de l'éolienne F11 en février 2021,

CONSIDÉRANT que les aérogénérateurs impactent une espèce protégée par l'arrêté du 29 octobre 2009 susvisé (Grue Cendrée),

CONSIDÉRANT que l'article L.411-1 du Code de l'environnement interdit la destruction des individus et la destruction, altération ou dégradation des habitats des espèces de faune et de flore sauvage dont les listes sont fixées par arrêté ministériel,

CONSIDÉRANT que des prescriptions complémentaires sont nécessaires pour garantir la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que ces prescriptions complémentaires sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que l'article L.512-20 du Code de l'environnement prévoit, qu'en vue de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du même code, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités,

CONSIDÉRANT que le parc se situe sur un couloir de migration de la grue cendrée,

CONSIDÉRANT que le risque de collision des grues cendrées en migration est directement corrélé aux conditions météorologiques au niveau du parc,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire, au regard des éventuels dommages occasionnés à cette espèce, de prévenir les impacts du projet sur la grue cendrée en cas de conditions météorologiques entraînant le vol de cette espèce à basse altitude,

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 - Identification

La société CEPE DE LA FORTERRE dont le siège social est situé 7 rue du parc de Clagny à VERSAILLES (78000), qui est autorisée à exploiter sur le territoire des communes de OUANNE et MERRY-SEC, une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, est tenue de respecter les dispositions complémentaires des articles suivants.

ARTICLE 2 - Protection des grues cendrées

Dès la signature du présent arrêté, l'exploitant met en place un protocole de bridage des éoliennes visant à réduire le risque de collision des grues cendrées avec les éoliennes les jours de migration de l'espèce, qui prend en compte le contexte météorologique local. Les horaires de déclenchement, de levée du bridage, et tout autre élément permettant d'apprécier le respect de ce protocole, sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3 – Suivi du protocole de bridage

L'exploitant met en place un suivi spécifique des grues cendrées sur un cycle biologique complet pendant la première année de la mise en œuvre du protocole prévu par l'article 2 et le reconduit l'année suivante en cas de découverte de mortalité significative.

Les conclusions du suivi doivent proposer, le cas échéant, des mesures permettant de réduire l'impact de l'installation sur la grue cendrée.

Cette étude est transmise à l'inspection des installations classées dans les conditions fixées au II. de l'article 2.3 de l'arrêté du 26 août 2011 susvisé.

ARTICLE 4 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société CEPE DE LA FORTERRE.

ARTICLE 6 - Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera également adressé à :

- Madame le Maire de la commune de OUANNE,
- Madame le Maire de la commune de MERRY-SEC,
- Madame la Responsable de l'Unité Interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Monsieur le Responsable du Service Départemental de l'Yonne de l'Office Français de la Biodiversité.

Fait à Auxerre, le **26 NOV. 2021**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Secrétaire générale



Dominique YANI

Délais et voies de recours :

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la Cour administrative d'appel de Lyon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

La Cour administrative de Lyon peut être saisie d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.